



Revue de Presse

jeudi 05 février 2009

S O M M A I R E

jeudi 05 février 2009

SNET/EON

E.ON	1
La Correspondance économique .- 05/02/2009	
GDF Suez et Iberdrola alliés dans la course au nucléaire britannique	2
Agence France Presse Fil Eco .- 04/02/2009	
Suez à la conquête du nucléaire britannique	3
Le Figaro économie .- 05/02/2009	
GDF Suez et Iberdrola s'allient au Royaume-Uni	4
Les Echos .- 05/02/2009	
GDF Suez et Iberdrola s'allient dans la course	5
La Correspondance économique .- 05/02/2009	
Areva signe un protocole d'accord pour livrer 2 à 6 réacteurs EPR à l'Inde	6
Agence France Presse Fil Général .- 04/02/2009	
Areva : questions sur un champion	7
L' Usine Nouvelle .- 05/02/2009	
Anne Lauvergeon	10
La Tribune .- 05/02/2009	

CONCURRENCE

Areva veut économiser 500 millions d'euros en 2009	11
Les Echos .- 05/02/2009	
Les syndicats d'Areva interpellent l'Etat	12
La Tribune .- 05/02/2009	
Un axe germano-russe se dessine dans le nucléaire	13
Le Monde .- 05/02/2009	
Lauvergeon au cœur de la bataille Sarkozy-Merkel	15
Le Point .- 05/02/2009	
Les dessous d'un clash	19
Le Nouvel Observateur .- 05/02/2009	
Deuxième EPR à Penly : la région applaudit	20
L' Usine Nouvelle .- 05/02/2009	
Charles Beigbeder a de l'énergie à revendre	21
Challenges .- 05/02/2009	
Pierre Lederer : Nouveau venu au ComExd'EDF	23
Les Echos .- 05/02/2009	

MARCHE

Photovoltaïque : la fièvre espagnole retombe	24
La Tribune .- 05/02/2009	
Les leçons de la crise du gaz	26
Les Echos .- 05/02/2009	
La Chine veut forcer l'allure dans l'énergie nucléaire	27
La Tribune .- 05/02/2009	

S O M M A I R E

jeudi 05 février 2009

ENVIRONNEMENT

Grenelle de l'environnement et nucléaire sont complémentaires
La Tribune .- 05/02/2009

28

SNET/EON



♦ **E.ON** : Le groupe allemand E.ON, présent sur le marché roumain de distribution de gaz et d'électricité, a annoncé des investissements d'un milliard de lei (232 millions d'euros) pour la période 2009-2012 dans le pays. Selon "Newsin", E.ON Romania a précisé qu'il visait en outre au remplacement de 40 % de son réseau de distribution de gaz pendant les prochaines années. Pour 2009, le groupe prévoit d'allouer 76,8 millions d'euros pour des investissements dans le développement et la modernisation de ses réseaux, dont 44,1 millions d'euros pour la distribution de gaz et 32,7 millions d'euros pour la distribution électrique.



GDF Suez et Iberdrola alliés dans la course au nucléaire britannique

paris, 4 févr. 2009 (AFP) -

Le groupe d'énergie français GDF Suez et l'espagnol Iberdrola, bien décidés à jouer un rôle clé dans le "renouveau du nucléaire" dans le monde, viennent de s'allier pour s'attaquer au marché britannique, convoité par tous les géants européens de l'énergie.

GDF Suez et Iberdrola ont créé une coentreprise à 50/50 "pour participer conjointement au développement de nouvelles centrales nucléaires au Royaume-Uni", ont-ils annoncé mercredi dans un communiqué, confirmant des informations du quotidien La Tribune.

Le Français et l'Espagnol, associé au britannique Scottish & Southern Energy (SSE), entendent "se porter candidats au rachat de sites nucléaires" détenus par l'Autorité britannique de démantèlement nucléaire (Nuclear Decommissioning Authority, NDA) et le groupe d'électricité français EDF, depuis qu'il a acquis en 2008 l'opérateur britannique British Energy.

Dans le cadre de ce rachat, EDF s'était en effet engagé auprès de la Commission européenne à céder à des concurrents un de ses sites, soit à Heysham (nord-ouest), soit à Dungeness (sud-est).

"D'autres partenaires" pourraient s'associer au consortium Iberdrola/GDF, ont précisé mercredi les deux nouveaux alliés, alors que le marché nucléaire britannique attise les convoitises des géants européens de l'énergie.

La Grande-Bretagne a annoncé début 2008 son intention de relancer la filière pour "améliorer" la sécurité de son approvisionnement en énergie: seul un cinquième de l'électricité produite dans le pays provient du nucléaire, contre 80% en France.

Il s'agit aussi de renouveler un parc nucléaire civil vieillissant, doté de dix centrales datant des années 1960 et 1970, et de favoriser le développement de "sources d'énergie à faible émission de dioxyde de carbone".

Le coup d'envoi du processus de sélection des sites qui accueilleront les futures centrales a été donné le 27 janvier. Les groupes intéressés ont désormais jusqu'à deux mois pour présenter leurs propositions au gouvernement.

Après l'acquisition de British Energy, propriétaire de huit des dix centrales nucléaires civiles britanniques, EDF est forcé sur les rangs: il a aussitôt annoncé les noms des cinq sites sur lesquels il se propose de construire des centrales.

Mais il ne sera pas le seul. Les deux grands rivaux du secteur de l'énergie en Allemagne, EON et RWE, ont annoncé début janvier la création d'une société commune chargée de répondre à l'appel à projets.

Dès juillet 2008, Gérard Mestrallet, alors sur le point de prendre la tête du groupe issu de la fusion de GDF et Suez, n'avait pas exclu de construire au Royaume-Uni un réacteur nucléaire de troisième génération EPR, voire deux.

Au-delà, l'accord annoncé mercredi confirme les velléités de conquête du marché mondial par GDF Suez et Iberdrola.

L'Espagnol a réaffirmé sa volonté de poursuivre sa participation "à certains des plus importants projets nucléaires en qualité d'exploitant ou en tant que prestataire de services d'ingénierie"; GDF Suez veut quant à lui "participer activement au renouveau nucléaire à travers le monde".

Le groupe français, dont la production électrique actuelle est issue à près de 20% du nucléaire, est par exemple associé à EDF dans le projet d'un deuxième EPR en France officialisé fin janvier.

Il exploite aussi déjà sept réacteurs nucléaires de deuxième génération en Belgique, détient une participation dans deux réacteurs nucléaires français, et s'est porté candidat à la construction de deux EPR aux Emirats arabes unis, aux côtés du pétrolier Total et du groupe nucléaire Areva.

GDF SuezIBERDROLASCOTTISH & SOUTHERN ENERGYEDFBRITISH ENERGYE.ONRWETOTALAREVA
ggy/na/mml

Afp le 04 févr. 09 à 17 49.

Ref : TX-PAR-IWE78.



Suez à la conquête du nucléaire britannique

ÉNERGIE

Le français s'associe à Iberdrola pour racheter des sites destinés à accueillir de futures centrales.

CHEZ GDF Suez, l'actualité s'inscrit plus que jamais sous le signe du nucléaire. La semaine dernière, l'Élysée annonçait que le nouveau géant français de l'énergie serait associé à la construction du deuxième EPR, le réacteur de nouvelle génération, dans l'Hexagone (*lire nos éditions du 31 janvier*).

Cette fois, c'est directement GDF Suez qui annonce son partenariat avec l'espagnol Iberdrola afin de prendre des positions dans le nucléaire britannique.

Les deux groupes vont se porter candidat au rachat des sites détenus actuellement par la Nuclear Decommissioning Authority (NDA) et EDF (après son rachat de British Energy, le premier électricien britannique). L'objectif est ensuite d'implanter des centrales nucléaires du futur. Toutefois, la concurrence sera rude, puisque les allemands E.ON et RWE ont, eux aussi, constitué un ticket.

Pas moins de quatre sites seraient concernés dans le cadre de cette opération directement soutenue par le gouvernement britannique. Il souhaite en effet un programme industriel de grande ampleur dans l'atome civil. C'est d'ailleurs dans cette perspective que Londres s'était

déclaré favorable à la prise de contrôle de British Energy par EDF. Le même EDF qui, pour sa part, a prévu de construire quatre EPR outre-Manche. Le premier devrait être opérationnel à l'horizon de 2017.

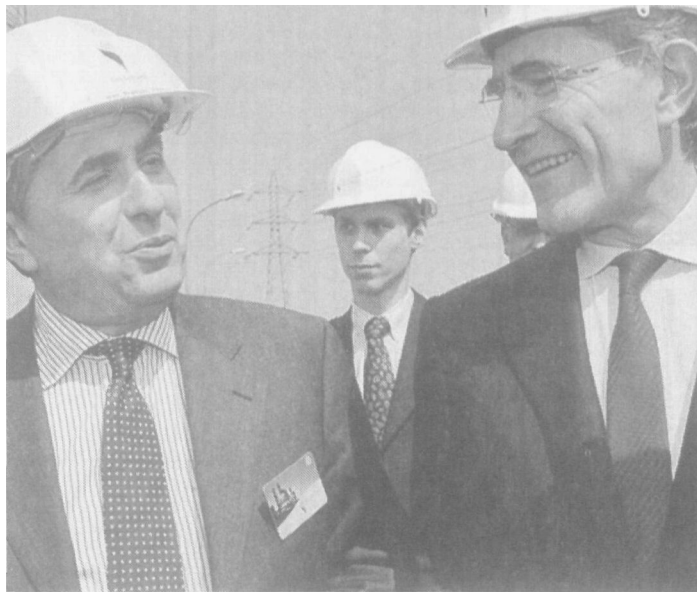
Partenariat élargi

Dans le cas de l'association GDF Suez-Iberdrola, celle-ci n'est pas exclusive. Un troisième partenaire, Scottish & Southern Energy (SSE), pourrait rentrer dans le jeu. Auquel cas GDF Suez et Iberdrola détiendraient chacun 40 % de la co-entreprise, plus 20 % pour SSE. Un scénario qui n'a rien de figé puisqu'un quatrième partenaire est également pressenti : il s'agit de l'allemand Vattenfall, avec lequel GDF Suez mène des discussions.

Dans tous les cas de figures, il s'agit de projets de long terme, mais révélateurs des ambitions de GDF Suez dans le nucléaire. En France notamment, le groupe voit plus loin que sa participation dans le deuxième EPR (dont EDF sera le chef de file). Il espère se retrouver aux commandes du troisième EPR, ce que l'Élysée a laissé entendre, même si pour le moment aucun calendrier n'a été communiqué.

D'ores et déjà, le groupe a présélectionné deux sites (Tricastin, dans la vallée du Rhône, et Marcoule, dans le Gard). Actuellement, GDF Suez exploite des centrales nucléaires uniquement en Belgique. Un périmètre qui ne lui suffit plus.

F. M.



Jean-François Cirelli et Gérard Mestrallet, lors de l'inauguration d'une centrale électrique à Dunkerque. Les dirigeants de GDF Suez adoptent une stratégie d'expansion européenne. *Pascal Sittler/Rea*

GDF Suez et Iberdrola s'allient au Royaume-Uni

Le groupe français crée une coentreprise avec l'espagnol afin de participer à la relance du nucléaire en Grande-Bretagne.

ÉNERGIE

Le groupe français crée une coentreprise avec Iberdrola et Scottish & Southern Energy, afin de se porter candidat à l'achat de sites nucléaires britanniques. Le suédois Vattenfall pourrait rejoindre leur consortium. GDF Suez souhaite bâtir 2 réacteurs EPR outre-Manche et les mettre en service entre 2018 et 2020.

Nucléaire : GDF Suez s'allie à l'espagnol Iberdrola en Grande-Bretagne

Après EDF, GDF Suez passe, lui aussi, à l'offensive sur le marché britannique. Le groupe français s'est allié hier à l'opérateur espagnol Iberdrola afin de participer au développement de nouvelles centrales nucléaires en Grande-Bretagne. Confirmant des informations de « La Tribune », le géant hexagonal va créer une joint-venture à 50-50 avec l'électricien basque, auquel le groupe Scottish & Southern Energy (SSE) va, par ailleurs, s'associer. Fin janvier, Iberdrola et SSE s'étaient, en effet, accordés sur la création d'une coentreprise pour participer au programme nucléaire britannique. Selon nos informations, le suédois Vattenfall pourrait également rejoindre le consortium.

Le montant des participations des uns et des autres n'est pas encore fixé, mais l'objectif du groupement est clair : se porter candidat à l'acquisition des sites nucléaires mis en vente par la Nuclear Decommissioning Authority (NDA), l'autorité en charge du nucléaire civil outre-Manche.

Parc vieillissant

En septembre, le gouvernement britannique a donné le coup d'envoi du processus de sélection des terrains susceptibles d'accueillir des centrales nucléaires. Les industriels du secteur devaient manifester leur inté-

rêt en janvier, pour des enchères prévues au mois de mars. Londres envisage de céder les sites de Wylfa (Pays de Galles), de Bradwell (Essex) et d'Oldbury (Gloucestershire). La vente de Sellafield, situé au nord-ouest de l'Angleterre sur la côte de la mer d'Irlande, devrait intervenir un peu plus tard. Aujourd'hui, le nucléaire génère environ 20 % de l'électricité produite en Grande-Bretagne. Les 10 centrales du pays datent néanmoins des années 1960 et 1970 et le gouvernement entend renouveler ce parc largement vieillissant. Pour les géants européens du secteur, la mise en vente des terrains nucléaires de la NDA constitue une opportunité exceptionnelle de rentrer sur le marché britannique. Pour autant, pas question de se lancer seul dans de tels investissements. Mi-janvier, les allemands E.ON et RWE se sont associés pour participer aux enchères de la NDA. Les deux géants espèrent développer une capacité de production d'au moins 6 gigawatts en Grande-Bretagne, soit environ 4 EPR, en investissant de l'ordre de 20 milliards de livres (environ 22,5 milliards d'euros). Même démarche du côté de GDF Suez. Avant de s'associer avec Iberdrola, le

groupe français avait discuté avec E.ON et RWE et avait envisagé de créer un consortium avec Vattenfall. Après l'achat de British Energy, EDF, lui, ne sera pas présent sur l'appel d'offres de la NDA, du fait de son poids sur le marché, ce qui devrait offrir des opportunités à GDF Suez. Le groupe français a l'ambition de bâtir 2 réacteurs EPR en Grande-Bretagne avec une mise en service prévue entre 2018 et 2020.

EMMANUEL GRASLAND
ET THIBAUT MADELIN





GDF Suez et Iberdrola s'allient dans la course au nucléaire britannique

S'il est bien décidé à jouer un rôle clé dans le renouveau du nucléaire dans le monde, le groupe énergétique français GDF Suez n'a jamais caché sa volonté de le faire avec des partenaires. Il a ainsi trouvé en Total, son partenaire pour son projet de construction d'un réacteur nucléaire de troisième génération en France (cf. CE du 23/01/2009), et sera associé à EDF pour la construction du deuxième EPR français. Il vient désormais de trouver son coéquipier pour attaquer le marché britannique. GDF Suez et le groupe espagnol Iberdrola ont créé une coentreprise à 50/50 "pour participer conjointement au développement de nouvelles centrales nucléaires au Royaume-Uni", ont-ils annoncé hier dans un communiqué commun.

Associé au britannique Scottish & Southern Energy (SSE), les deux groupes entendent donc "se porter candidats au rachat de sites nucléaires" détenus par l'Autorité britannique de démantèlement nucléaire (Nuclear Decommissioning Authority, NDA) et le groupe d'électricité français EDF, depuis qu'il a acquis en 2008 l'opérateur britannique British Energy. Dans le cadre de ce rachat, EDF s'était en effet engagé auprès de la Commission européenne à céder à des concurrents un de ses sites, soit à Heysham (nord-ouest), soit à Dungeness (sud-est).

Mais leur partenariat n'est pas exclusif. "D'autres partenaires" pourraient s'associer au consortium Iberdrola/GDF, ont-ils précisé. Or, le marché nucléaire britannique attise les convoitises des géants européens de l'énergie. Aux côtés de GDF Suez / Iberdrola, son homologue français EDF, qui vient de racheter le britannique British Energy, propriétaire de huit des dix centrales nucléaires civiles britanniques, est forcément sur les rangs. Il a aussitôt annoncé les noms des cinq sites sur lesquels il se propose de construire des centrales. Il faudra également compter sur les énergéticiens allemands, EON et RWE, qui ont annoncé début janvier la création d'une société commune chargée de répondre à l'appel à projets.

Pour sécuriser son approvisionnement en énergie et favoriser le développement des énergies renouvelables, donc à faible émission de dioxyde de carbone, la Grande-Bretagne s'est lancée l'an dernier dans un vaste programme de renouvellement de son parc nucléaire, qui ne produit à l'heure actuelle qu'un cinquième de l'électricité consommée. Ce dernier est doté de dix centrales datant des années 1960 et 1970. Il vient ainsi de lancer récemment le processus de sélection des sites qui accueilleront les futures centrales. Les groupes intéressés ont désormais jusqu'à deux mois pour présenter leurs propositions au gouvernement.



Areva signe un protocole d'accord pour livrer 2 à 6 réacteurs EPR à l'Inde

Paris, 4 févr. 2009 (AFP) -

Le groupe français Areva a annoncé mercredi la signature d'un protocole d'accord pour livrer deux à six réacteurs EPR à l'Inde, un énorme marché depuis la fin de l'embargo datant de 1974, renforçant sa position pour le leadership dans l'industrie nucléaire.

"Areva et Nuclear Power Corporation of India Limited (NPCIL) ont conclu aujourd'hui (mercredi, ndlr) à Delhi un protocole d'accord (...) portant sur l'implantation de deux à six réacteurs EPR", écrit le groupe dans un communiqué.

"Sur ces six réacteurs, deux devraient être contractés dans l'année", a déclaré à l'AFP, à New-Delhi, Anne Lauvergeon, présidente du directoire du groupe nucléaire.

"L'Inde est un partenaire et un client de premier ordre", a-t-elle ajouté, lors d'une conférence de presse. "Nous sommes profondément engagés" dans la coopération avec ce pays.

Le protocole prévoit aussi "la fourniture de combustible pendant toute la durée de vie de ces réacteurs", soit 60 ans, selon Mme Lauvergeon.

Ils seront construits à Jaitapur dans l'Etat du Maharashtra (ouest).

Le coût d'un EPR étant évalué entre 4 et 6 milliards d'euros, les montants en négociation devraient atteindre au moins 10 milliards d'euros.

Cet accord intervient alors que l'Inde est autorisée depuis l'été dernier à reprendre ses échanges dans le nucléaire civil, après un embargo de 34 ans imposé à la suite de ses essais nucléaires de 1974.

Dès septembre, Paris avait signé avec New Delhi un accord politique de coopération dans le nucléaire civil.

L'Inde compte actuellement 17 réacteurs nucléaires en activité, qui fournissent environ 2,5% de l'électricité du pays, selon le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA).

La 10e puissance économique mondiale, qui importe 70% de ses besoins en pétrole, veut 60.000 mégawatts supplémentaires d'énergie nucléaire, soit 100 milliards d'euros d'investissements dans les quinze ans à venir, dont 20 milliards d'euros de contrats potentiels pour les groupes français.

C'est donc un marché prometteur qui s'ouvre à Areva pour exporter son produit phare, le réacteur de troisième génération EPR. Le groupe conforte ainsi ses positions face aux grands concurrents de l'EPR: l'AP1000 de l'américain Westinghouse (groupe Toshiba) et le réacteur à eau bouillante ABWR développé par l'américain General Electric et le japonais Hitachi.

Un EPR est en cours de construction en Finlande où le chantier a pris plus trois ans de retard et un autre en France à Flamanville (Manche). Un deuxième EPR devrait être construit en France à partir de 2012.

Areva a en outre remporté un contrat de fourniture de deux EPR à la Chine (Taishan 1 et 2) en novembre 2007 pour un montant total de 8 milliards d'euros, combustible et services compris.

EDF, grand concurrent d'Areva dans la filière française, a lui annoncé vouloir développer, financer ou construire dix EPR dans le monde d'ici 2020.

Les groupes français GDF Suez et Total ou l'allemand EON ont eux aussi exprimé leur intérêt pour la technologie initialement développée par Areva et Siemens.

sde-nr-aag/na/db

Afp le 04 févr. 09 à 08 53.

Ref : TX-PAR-ITF44.



Areva Questions sur un champion

Branle-bas de combat pour le leader mondial du nucléaire. La sortie annoncée de Siemens de leur filiale commune dans les réacteurs pose trois questions sur la stratégie à long terme d'Areva. L'Etat actionnaire doit se choisir une ligne de conduite.

Premier sur un marché mondial en plein boom

► **Areva a réalisé, en 2008, 13,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires** (+10,4%). En 2007, sa marge opérationnelle était de 6,7%.

► **Son carnet de commandes s'élève à 48,2 milliards d'euros.**

► **Dans le monde, début 2009, il y a 436 réacteurs en service** (371 GW), 43 en construction et 106 en projet avancé. D'ici à 2030, de 200 à 500 réacteurs devraient être construits.

Un deuxième EPR... La décision de Nicolas Sarkozy la semaine dernière de lancer à Penly (Seine-Maritime), la construction par EdF et GdF-Suez d'un réacteur de nouvelle génération d'Areva (EPR: European Pressurized Reactor), a de quoi satisfaire la filière de l'atome. Surtout qu'un troisième EPR se profile à Chooz, Gravelines ou dans la vallée du Rhône. Et qu'Anne Lauvergeon, la PDG d'Areva, signe cette semaine un accord de principe pour deux EPR en Inde.

La fête serait complète, s'il n'y avait eu, le 26 janvier, l'annonce de Siemens de rompre son alliance avec Areva. C'est par surprise et via un simple mail de Munich qu'Anne Lauvergeon a appris que son partenaire voulait vendre ses 34 % dans Areva NP, leur filiale réacteurs. Siemens a tiré parti de la première opportunité de sortie offerte par le pacte d'actionnaires: 2012, avec préavis de deux ans.

Peter Loscher, le patron de Siemens,

s'est ensuite rendu à Paris. Son message: nous croyons au renouveau nucléaire, mais n'étions pas satisfaits de notre position de «sleeping partner» dans Areva NP. Depuis des années, Siemens réclamait un rôle plus actif. Il a fini par juger que le silence français n'était pas une réponse. «Cette alliance était un sym-

bole de l'Europe de l'énergie dont on voit pourtant avec Gazprom combien elle est nécessaire», regrette le député PS Christian Bataille, fin connaisseur du dossier. Pour Areva, cet épisode relance les questions sur ses besoins de financement, ses alliances capitalistiques ou sa place sur le marché mondial.



Spécialiste du retraitement, Areva a transféré cette technologie au Japon.

LES POINTS FORTS

- > Leader mondial sur le marché des réacteurs (un quart du parc mondial) et des services.
- > Fort développement de l'amont minier et modernisation des capacités d'enrichissement.
- > Savoir-faire unique dans le retraitement.
- > Filière d'excellence en France en R & D et dans la maintenance de centrales.

LES POINTS FAIBLES

- > Incertitude stratégique sur l'évolution du capital, accélérée par la sortie annoncée de Siemens.
- > D'énormes besoins de financement: 6 milliards d'euros sur cinq ans au moins.
- > Une expérience ratée dans la maîtrise d'ouvrage sur l'EPR finlandais.
- > Risque sur l'acceptation du nucléaire.

IMAGRON/LE PARISIEN

Au centre du jeu mondial

Les prétendants

> Bouygues-Alstom

Le géant du BTP et son partenaire rêvent de croquer le champion du nucléaire. L'Elysée dira-t-il banco?

> Total

Le pétrolier martèle depuis des années que le nucléaire l'intéresse. Cette occasion sera-t-elle la bonne?

> Les électriciens européens (EdF, RWE, GDF-Suez, E.on...)

Ils détiennent - EdF en tête - une part essentielle du savoir-faire nucléaire: l'exploitation. Partenaires potentiels, mais aussi parfois concurrents sur des montages de projets à l'export, ils restent avant tout des clients pour Areva.

> Outsiders

Vinci, Technip...

1. Areva va-t-il manquer d'argent?

Actionnaire à 90% d'Areva (via le CEA surtout), l'Etat a toujours fait la sourde oreille à ses demandes de financement. Depuis 2001, il multiplie les attermoissements sur son avenir capitaliste. Que ce soit sur la mise en Bourse (stoppée par Thierry Breton en 2005), sur le rôle de Siemens, ou sur le rêve de Bouygues-Alstom de s'associer au champion français. Une chose est sûre: le statu quo est impossible. Présent sur tous les stades de la chaîne de valeur, Areva est au sein du petit club mondial de l'atome, celui qui a le plus à gagner du réveil du nucléaire. Encore faut-il payer le ticket d'entrée. Pour Areva, cela signifie un besoin d'argent frais. C'était d'ailleurs le sens du projet d'ouverture du capital en 2005. Depuis rien n'a changé. Selon Patrice Lambert-de Diesbach, analyste au CM-CIC, les besoins courants de financement se chiffrent à près de 6 milliards d'euros dans les cinq ans, qui vont être décisifs notamment sur



Anne Lauvergeon,
PDG d'Areva

Les alliés

Areva a sécurisé par des partenariats ses liens avec ses fournisseurs de composants comme Japan Steel Works, ArcelorMittal ou aussi Mitsubishi Heavy avec qui le groupe travaille sur un projet de petit réacteur.

Les concurrents

> Toshiba-Westinghouse

Depuis son rachat par le japonais, Westinghouse a trouvé une nouvelle jeunesse. Très dynamique, il a déjà vendu plusieurs réacteurs de troisième génération AP1000 en Chine (quatre) et aux Etats-Unis (six). Est aussi allié aux russes et aux kazakhs.

> General Electric

Renforcée par l'apport d'Hitachi, sa division nucléaire bénéficie de la puissance de feu du conglomérat américain. Mais elle n'a signé encore aucun contrat ferme pour son réacteur ESBWR dernière génération.

> Siemens

Partenaire aujourd'hui, le groupe allemand pourrait devenir concurrent s'il décidait de réinvestir dans l'atome et de s'allier avec un autre acteur. Russe ou japonais?

> AtomEnergoprom

En phase de consolidation accélérée, l'industrie russe s'est constituée en filière complète sur le modèle d'Areva. Cibles prioritaires: l'ex-URSS, l'Europe centrale et les pays émergents, où elle va devenir très agressive.

> Acteurs émergents (chinois, coréens...)

S'activent pour mettre au point des réacteurs «exportables», notamment à partir de transfert de technologie. Des challengers demain?

les marchés américain et britannique. Areva est rentable, mais pas assez pour assurer sur ses fonds propres son développement. Cette année, il vient de passer en trésorerie négative. D'autant qu'à cela vont s'ajouter les 2,2 milliards d'euros nécessaires au rachat des parts de Siemens, et les dédommagements réclamés (2,4 milliards d'euros à ce jour) par TVO, l'électricien finlandais, sur le projet d'Olkiluoto. «S'il veut rester leader dans les trente ans à venir, Areva doit raisonner sur un groupe au moins cinq fois plus important avec les financements adéquats», assène Jean-

Louis Nigon de la World Nuclear University.

Voilà donc l'Etat actionnaire - l'Elysée - placé devant ses responsabilités. Les alternatives? Toujours les mêmes. Remettre au pot (mais les caisses sont vides), ouvrir en partie le capital comme pour EdF (le marché ne s'y prête guère) ou trouver des alliés (Bouygues, Vinci, Total...). Un choix politique autant qu'industriel. La cession des participations détenues par Areva (STMicroelectronics, Eramet, Safran) feraient bien entrer plusieurs millions d'euros dans les caisses sans rien régler sur le fond.

Tout comme le serait une entrée du Fonds stratégique d'investissement au capital.

2. Trouvera-t-il le bon partenaire ?

En toute logique, le départ de Siemens devrait ouvrir un boulevard pour Bouygues et sa filiale à 30 % Alstom. Pour réfuter la pertinence de ce mariage dont elle ne veut pas, Anne Lauvergeon met sans cesse en avant la qualité de ses alliances existantes. Sur ce point, elle a raison. « Contrairement au plan financier, il n'y a pas d'urgence en matière de partenariat industriel », note un expert.

De fait, le groupe a su multiplier les coopérations. Dans l'amont minier, il a sécurisé ses ressources (lire page 18), s'associant au passage avec Technip. Dans le combustible, il s'est rapproché en 2003 d'Urenco autour de la technologie d'enrichissement par centrifugation utilisée dans la future usine Georges-Besse II. De même, Areva a noué des partenariats autour des composants de réacteur avec ArcelorMittal, Rolls Royce, Japon Steel Works ou Mitsubishi Heavy. Avec ce dernier, il



Stratégie. Dans ses choix sur l'avenir capitalistique d'Areva, Nicolas Sarkozy saura-t-il prendre en compte le caractère international du groupe et la nécessité d'y associer des partenaires étrangers ?

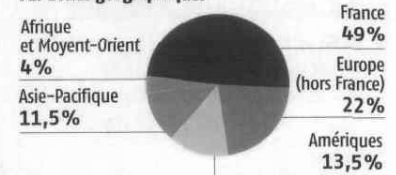
a même démarré des études sur un futur réacteur de moyenne taille (1000 MW contre 1600 MW pour l'EPR). Au plan commercial, des alliances ont aussi été nouées avec EdF, bien sûr, mais aussi E.ON et RWE pour le marché britannique ou Total et GdF-Suez pour proposer deux réacteurs à Abu-Dhabi.

L'un de ces industriels pourrait-il se transformer en partenaire stratégique ? Peu probable du côté des électriciens qui restent avant tout des clients pour Areva. L'idée de Patrick Kron, le PDG d'Alstom, de constituer ce que l'on peut qualifier de « General Electric à la française » présent sur toutes les technologies (hydraulique, gaz, charbon, nucléaire...), encadré par un spécialiste des grands chantiers, Bouygues, se défend. Le rapprochement avec Total aussi. Même si une telle diversification serait une première pour un pétrolier. Le groupe en a les moyens (plus de 13 milliards d'euros de profit net attendus sur 2008), et son patron Christophe de Margerie ne cesse de répéter que le nucléaire l'intéresse. Ce qui compte in fine selon un proche du dossier ? « La

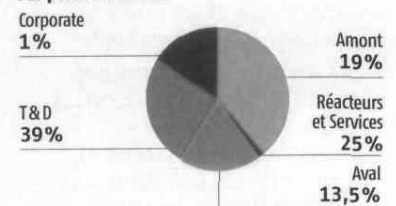
La moitié de l'effectif à l'international

Répartition des effectifs 2007

Par zones géographiques



Par pôles d'activités



SOURCE : AREVA

recomposition du capital ne doit pas faire perdre la souplesse à Areva. C'est sa force ! Il ne faut pas le ligoter. »

3. Leader mondial, pour combien de temps encore ?

Au plan concurrentiel, durant les décennies 1980 et 1990, les lignes avaient peu bougé. Mais

► Suite de la page 16 tout a changé. « Le besoin de remplacement de centrales vieillissantes, les préoccupations à long terme sur l'énergie, la limitation des émissions de CO₂ ainsi que les progrès réalisés en matière de sûreté et de disponibilité des réacteurs existants font qu'on assiste à un renouveau de l'énergie nucléaire », note Colette Lewiner, la directrice du département utilities de CapGemini.

A l'horizon 2030, de 150 à 450 réacteurs devraient être construits. A 3 milliards d'euros l'unité (génie civil compris), c'est un marché de 600 à 1 350 milliards d'euros qui se profile ! Le marché « ouvert » (hors Russie) des réacteurs et services est chiffré à 15 milliards d'euros par Areva, qui estime sa part à 25 %. S'il vise un tiers des nouveaux réacteurs, le français n'est pas seul.

En trois ans, une consolidation accélérée a eu lieu. Alliance de GE avec

Hitachi, rachat de Westinghouse par Toshiba, association entre Mitsubishi Heavy et Areva... sur le marché des réacteurs, le nombre d'acteurs s'est réduit, chacun s'est renforcé et dispose de réacteurs de troisième génération.

On doit compter sur un autre acteur : la Russie. En moins de cinq ans, la filière s'est structurée autour d'un géant, créé en 2007, AtomEnergProm, sur l'ensemble du cycle. En août 2008, Moscou a annoncé vouloir consacrer 43 milliards d'euros au nucléaire civil d'ici à 2015. Et veut en faire l'un de ses fers de lance à l'export. La Russie a vendu deux réacteurs à la Chine, deux autres à l'Inde et un à l'Iran.

A Paris, les politiques n'ont semblé-t-il pas pris la mesure de l'enjeu. Selon un proche du dossier, comme pour Siemens, des demandes répétées d'une coopération approfondie ont été lancées par le complexe nucléaire

russe auprès des autorités françaises : celles-ci sont restées lettre morte.

Dans ce contexte, que change la sortie de Siemens ? A court terme, peu de chose. Ses actifs et brevets avaient été apportés à Areva NP. Le groupe allemand garde « seulement » son savoir-faire en matière de contrôle commandes. Et ensuite ? Il est décidé à rester dans la course. Ses accords avec Areva prévoient une clause de non-concurrence pendant huit ans (2020). Sa suppression pourrait faire partie des négociations autour de la valorisation d'Areva NP. Siemens veut avoir les mains libres pour se trouver un partenaire. « Même si les cycles sont longs, on le voit mal repartir de zéro sur le design d'un nouveau réacteur », note un expert. La Russie fait partie de ses partenaires crédibles même si Angela Merkel y réfléchira sans doute à deux fois. ■

CATHERINE MOAL
ET PIERRE-OLIVIER ROUAUD

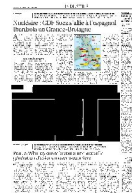


ILS ONT DIT SUR



ANNE LAUVERGEON, présidente du directoire d'Areva : « On était triste de la décision de Siemens de mettre fin à son partenariat avec Areva. Nous allons continuer nos partenariats avec les électriciens allemands que sont E.ON, RWE ou ENBW qui, ne pouvant faire de nucléaire chez eux, ont décidé d'en faire en dehors du pays avec nous. »

CONCURRENCE



ÉNERGIE

Invité par l'Etat actionnaire à réduire son train de vie, Areva veut économiser 500 millions dès cette année. Aujourd'hui, le conseil de surveillance doit se concentrer sur le budget opérationnel et laisser de côté les investissements. Et aucune solution ne se dégage pour répondre aux besoins financiers du groupe.

Areva veut économiser 500 millions d'euros en 2009

Invité par l'Etat actionnaire à réduire son train de vie, Areva veut économiser environ 500 millions d'euros dès cette année. Anne Lauvergeon, la présidente du directoire, doit présenter aujourd'hui un budget dans ce sens lors d'un conseil de surveillance extraordinaire. Premièrement, 400 millions d'euros seront économisés sur les achats. « *On renégocie tous les contrats, de l'informatique aux composants* », explique une source interne. Deuxièmement, une centaine de millions seront économisés sur les frais généraux. Les voyages sont réduits au strict minimum. D'autre part, le groupe entend rationaliser les fonctions support (services administratifs, ressources humaines, etc.).

Areva, qui a confirmé hier la signature d'un protocole d'accord pouvant déboucher sur la vente de 6 réacteurs EPR en Inde, dépense entre 7 milliards et 8 milliards d'euros par an pour ses achats. En économisant 500 millions par an, le groupe réduit donc sa facture de 6 % à 7 %. Reste à savoir si cet effort sera de nature à satisfaire son actionnaire. Manifestement, l'Agence des participations de l'Etat a demandé au champion français du nucléaire d'améliorer son résultat de « *façon significative* ». Areva présente ses résultats annuels le 25 février, mais a déjà prévenu en décembre que son résultat opérationnel pour 2008 s'inscrirait en baisse par rapport à 2007.

Besoin doublement urgent

Le conseil de surveillance, réuni

aujourd'hui pour valider le budget qu'il avait refusé d'approuver en décembre, doit se concentrer sur les dépenses opérationnelles. Autrement dit, il ne traitera pas des investissements. C'est dire à quel point la question du financement d'Areva devient sensible.

Le groupe prévoit d'investir 2,6 milliards d'euros cette année et un total de 11 milliards à 12 mil-

liards (acquisitions incluses) d'ici à 2012. Mais il ne pourra pas tenir cette feuille de route sans une augmentation de capital, puisqu'il exclut de dégrader sa situation financière en recourant à l'endettement. Le besoin, estimé par Areva à quelque 3 milliards, s'avère doublement urgent avec le départ annoncé de Siemens de leur filiale commune de réacteurs, Areva NP.

« *L'Etat parle de relance, mais il oublie que nous sommes une entreprise publique, s'indigne un représentant des salariés. Le groupe a besoin de carburant, c'est l'intérêt des salariés qui est en jeu.* » La moitié de ses projets d'investissement sont prévus en France et des dizaines de milliers d'emplois en dépendent, rappelle-t-il. Si elle ne bénéficie pas de fonds propres supplémentaires, la direction est prête à réduire drastiquement ses

investissements et à les ramener à 1,4 milliard d'euros pour cette année. Mais « *alors on dégraderait l'outil* », regrette une source interne.

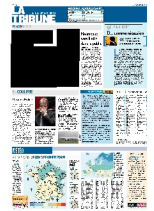
Sans nier les besoins d'Areva, l'Etat n'a pas encore trouvé la solution miracle, qui soulagerait ses finances. Répliquer les mesures d'aides consenties aux banques et aux groupes automobiles ne résoudrait pas le problème. Dans l'immédiat, le groupe présidé par Anne Lauvergeon n'a pas besoin de prêts ou de garanties, mais d'un apport de capitaux, en bonne et due forme. Une équation délicate à résoudre.

T. M.



Fred Hulton/Gettyimages

Anne Lauvergeon, le présidente du directoire d'Areva.



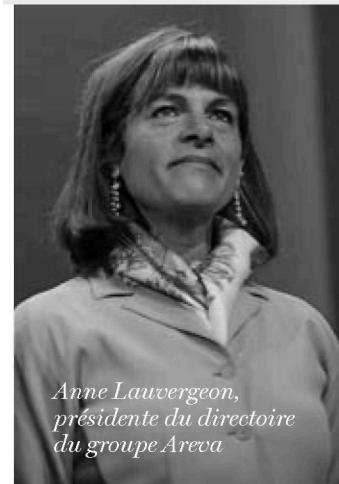
Les syndicats d'Areva interpellent l'État

À la veille du conseil de surveillance extraordinaire d'Areva, qui doit réexaminer ce matin le budget 2009 retoqué le 18 décembre, les représentants des salariés affichent leur préoccupation. « L'État doit prendre ses responsabilités d'actionnaire. Nous sommes plus qu'inquiets sur le devenir des investissements nécessaires au développement du groupe », déclare Gérard Melet, administrateur CGT d'Areva. Le conseil de ce matin relance le bras de fer entre Anne Lauvergeon et l'État, qui détient 93 % du capital. Depuis des années, la présidente du groupe nucléaire plaide pour un renforcement des fonds propres, via une introduction partielle en Bourse.

Le plan d'action stratégique, voté par le conseil en décembre 2007, prévoit 14 milliards d'euros d'investissements pour 2008-2012. C'est sa déclinaison sur 2009 qui a été refusée par l'actionnaire public, faute de financement suffisant.

■ INERTIE DE L'ÉTAT

Si le conseil de ce matin devait s'accorder pour approuver un budget de fonctionnement en repoussant à plus tard la question des fonds propres, les représentants des salariés dénoncent l'inertie de l'État. Responsable également, selon eux, de la sortie de Siemens d'Areva NP. « Le départ d'un actionnaire comme Siemens, qui menace de devenir un concurrent sérieux avec les Russes, c'est un signe très in-



*Anne Lauvergeon,
présidente du directoire
du groupe Areva*

STAN HONDA/APP

quiétant pour les salariés », déplore Alain Vivier-Merle, administrateur CFE-CGC. Le gouvernement, lui, se veut rassurant, alors que Nicolas Sarkozy, en visite vendredi sur le chantier de l'EPR à Flamanville, pourrait s'exprimer sur la filière nucléaire. « Nous assumerons notre rôle d'actionnaire », répète l'Élysée, en promettant des décisions « dans les jours qui viennent », sans en préciser l'ampleur.

MARIE-CAROLINE LOPEZ



Berlin et Moscou s'associeraient contre Areva

Nucléaire Le groupe français Areva vient de remporter en Inde un contrat pour fournir au moins deux centrales EPR. Mais son ex-partenaire, l'allemand Siemens, pourrait se rapprocher du russe Rosatom. **P. 14**

Un axe germano-russe se dessine dans le nucléaire

Vladimir Poutine a invité, mardi 3 février, les sociétés Rosatom et Siemens à signer un partenariat stratégique

L'Europe de l'énergie n'est pas sortie renforcée de la rupture du pacte d'actionnaires qui liait, depuis 2001, l'allemand Siemens au français Areva dans la fabrication des réacteurs (*Le Monde* du 28 janvier). Désormais, l'Allemagne semble en effet se tourner vers la Russie pour développer ce secteur stratégique – au-delà des accords industriels ponctuels qui existent déjà entre le conglomérat de Munich et l'agence atomique russe (Rosatom).

« Nous sommes prêts à passer de la réalisation de projets au cas par cas à un partenariat d'envergure entre Siemens et Rosatom, qui pourrait activement travailler en Russie, Allemagne et dans des pays tiers », a indiqué le premier ministre russe, Vladimir Poutine, au président du directoire de Siemens, Peter Löscher, mardi 3 février, en marge d'une réunion des cadres dirigeants de Siemens à Moscou. M. Löscher s'est « réjoui de cette invitation (...) en vue de l'élargissement de [notre] coopération actuelle aux technologies du nucléaire ».

Il a annoncé la création d'un groupe de travail commun, jugeant possible un accord complet avant la fin du mois d'avril. De son côté, Sergueï Kirienko, le président de Rosatom, a jugé qu'un tel partenariat renforcerait les deux entreprises sur les marchés mondiaux, où la concurrence fait rage entre Areva, l'américain General Electric (lié à Hitachi) et le japonais Toshiba-Westinghouse. Un rapprochement germano-russe faciliterait la pénétration du marché ferroviaire pour Siemens, au détriment d'Alstom.

Moscou et Washington avaient signé un accord de coopération qui ouvrait des perspectives à l'industrie nucléaire américaine, mais l'administration Bush l'a rompu après l'invasion de la Géorgie par la Russie en août 2008. Moscou reste isolé dans le domaine de l'atome civil, où le bras armé de Rosatom dans le nucléaire civil, Atomenergoprom, cherche depuis longtemps un « partenariat stratégique » avec une société européenne. « Le fait que le projet ait été annoncé par Vladimir Poutine, et non par les parties intéressées, montre à quel point sa réalisation est encouragée au plus haut niveau », souligne l'édition du quotidien *Gazeta*, le 4 février.

Un document du ministère allemand de l'économie, publié par *Der Spiegel*, indique que les écarts technologiques entre les sociétés russe et allemande rendent le projet « difficilement imaginable ». Ce n'est pas l'avis d'un patron français du secteur de l'énergie. « On bascule d'un couple franco-allemand à un couple germano-russe. C'est très grave pour l'Europe », juge-t-il. Quand Siemens a cédé ses 34 % dans Areva NP, ajoute-t-il, il avait déjà des contacts avancés avec Rosatom.

Outre-Rhin, la rupture du couple nucléaire franco-allemand ne réjouit pas tous les patrons. « Il aurait été préférable que Siemens poursuive la collaboration [avec Areva], à laquelle E.ON est aussi associé », juge Wulf Bernotat, PDG du deuxième électricien européen E.ON, dans un entretien à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. E.ON a choisi le réacteur franco-allemand EPR pour se développer en Grande-

Bretagne et en Europe centrale.

Cherchez les responsables ! C'est le mot d'ordre, à Paris, de ceux qui regrettent le départ de Siemens. Ils accusent le président de la République. Nicolas Sarkozy avait en effet jugé, en 2007, que la présence de Sie-

Les cinq pays leaders

Etats-Unis 100 582 mégawatts de puissance installée, 104 réacteurs.

France 63 260 Mw, 59 réacteurs.

Japon 47 587 Mw, 55 réacteurs.

Russie 21 743 Mw, 31 réacteurs.

Allemagne 20 470 Mw, 17 réacteurs. (source : CEA)

Siemens dans Areva était contradictoire avec la politique allemande de sortie du nucléaire, qui prévoit la fermeture de sa dernière centrale en 2021. A l'Elysée, on admet avoir refusé un renforcement de Siemens dans Areva quand le groupe allemand voulait monter au capital de la maison mère.

Contreparties gazières

Cela favorise les desseins de M. Poutine, dont la démarche est aussi politique qu'économique : diviser les Européens tout en renforçant les capacités exportatrices de la Russie dans le domaine énergétique. Ces négociations dans le secteur nucléaire interviennent au lendemain d'une crise énergétique sans précédent, où le premier ministre russe a décidé de couper le gaz aux Européens. Cette crise a semé la confusion parmi les Vingt-Sept, la France, l'Allemagne et l'Italie étant

Le Monde

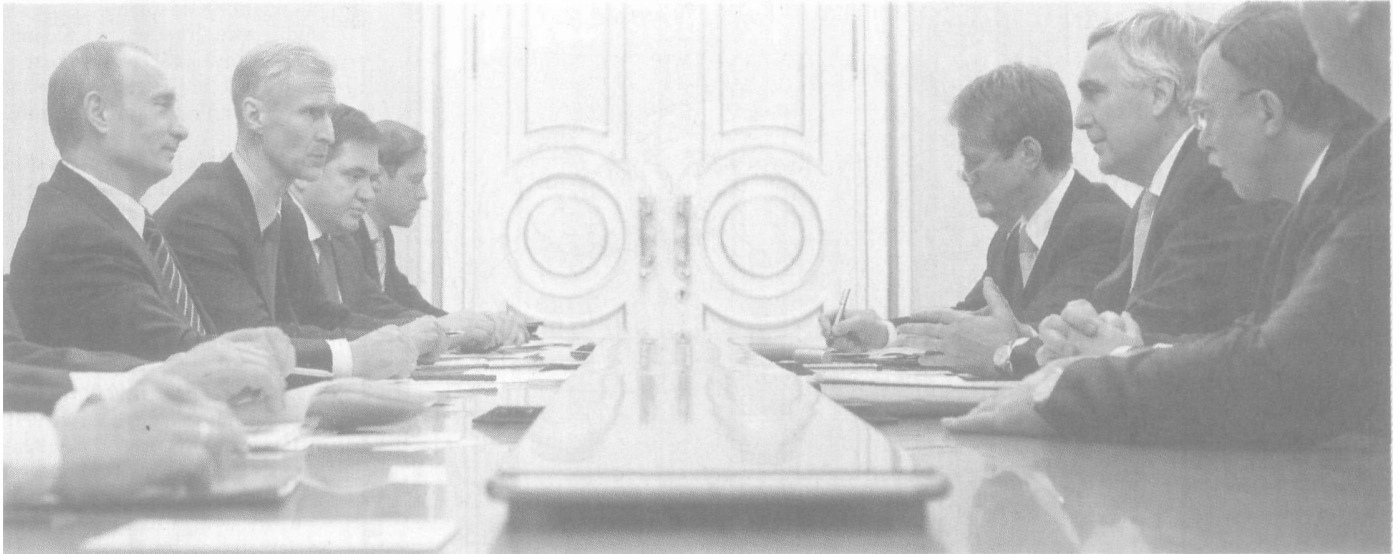
plus accommodantes avec les Russes que la Grande-Bretagne et les pays d'Europe centrale.

Il ne fait aucun doute, pour certains observateurs, qu'un accord nucléaire sera assorti de contreparties gazières entre Moscou et Berlin. Les accords Siemens-Gazprom devraient se renforcer : M. Löscher a été reçu, mardi, par le PDG du

géant russe, Alexeï Miller. La chancelière allemande a récemment adopté un ton conciliant envers Moscou, invitant l'Europe à « *pousser à la finalisation d'un chapitre substantiel sur l'énergie dans le cadre d'un accord de partenariat et de coopération* ». Angela Merkel a souligné que cela passe autant par un soutien aux grands projets de

pipelines de Gazprom (Southstream et Northstream) que par une aide au projet européen Nabucco, qui doit relier les pays producteurs de la Caspienne à l'Autriche, via la Turquie. ■

**Jean-Michel Bezat
et Marie Jégo (à Moscou)**



Le premier ministre russe, Vladimir Poutine (à gauche), lors d'une rencontre avec le président du directoire de Siemens, Peter Löscher (le troisième en partant de la droite), mardi 3 février, à Moscou. ALEXEÏ DROUGUININE/RIA NOVOSTI